

Publications périodiques

Comptes annuels

YMAGIS

Société anonyme au capital de 1 991 751,50 €
Siège Social : 61 Boulevard Macdonald- 75019 Paris
499 619 864 RCS PARIS

I. Les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 publiés dans le rapport financier annuel (diffusé et mis en ligne sur le site de la société www.ymagis.com le 17 mai 2019) ainsi que la proposition d'affectation du résultat publiée au BALO le 24 mai 2019 dans l'avis préalable, ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale du 28 juin 2019.

II. Attestations des commissaires aux comptes (Extraits des rapports)

1. Opinion sur les comptes annuels

« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. »

« Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation »

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « conventions générales comptables » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation, des créances rattachées et des comptes courants

• **Risque identifié**

Au 31 décembre 2018, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 29 M€. Les créances rattachées aux titres sont inscrites au bilan pour une valeur nette comptable de 3 M€ et les comptes courants avec les filiales pour une valeur nette de 16 M€.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'achat ou d'apport. Les créances rattachées et les comptes courants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Comme indiqué dans la note 1 Principes comptables – Titres de participation et créances rattachées » de l'annexe aux comptes annuels, lorsque la valeur d'utilité des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'utilité est déterminée par référence aux flux futurs de trésorerie actualisés et en tenant compte de la quote-part de situation nette. Lorsque la valeur d'utilité des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Comme indiqué dans la note 1.3. « Titres de participation et créances rattachées » de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est déterminée par référence à des méthodes multicritères intégrant notamment les flux futurs de trésorerie actualisés, les perspectives d'avenir et la quote-part de situation nette.

Lorsque les créances rattachées aux participations et/ou les comptes courants apparaissent irrécouvrables, une provision est constatée.

Les dotations constatées au titre de l'exercice 2018 sur les titres de participation et les comptes courants avec les filiales s'élèvent respectivement à 3M€ et 4 M€. Compte tenu du poids des titres de participation, des créances rattachées et des comptes courants au bilan et de la sensibilité des modèles d'évaluation aux hypothèses retenues, nous avons considéré l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation, des créances rattachées et des comptes courants comme un point clé de notre audit.

- **Notre réponse**

Nous avons pris connaissance du processus mis en place par la direction pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation et la recouvrabilité des créances rattachées et des comptes courants.

Pour les tests de dépréciation que nous avons jugés les plus sensibles, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier le fondement et le caractère approprié des méthodes d'évaluation des titres de participation utilisées et des hypothèses sous-jacentes ;
- Comparer les données utilisées par la direction dans ces évaluations avec les données sources historiques et budgétaires des entités filiales concernées ;
- Apprécier la cohérence des hypothèses financières utilisées par la société sous-tendant les projections de flux de trésorerie, tels que le taux de croissance à long terme et les taux d'actualisation retenus. Ces travaux ont été menés avec l'aide de nos experts en évaluation ;
- Tester par sondages l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également, le cas échéant, à nous assurer du caractère recouvrable des créances rattachées et des comptes courants au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion. »

2. Opinion sur les comptes consolidés

« Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. »

« Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes consolidés.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Écarts d'acquisition

• Risque identifié

Au 31 décembre 2018, les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 5 M€ relatif au secteur Cinemanext. Le goodwill du secteur Eclair a fait l'objet de la dépréciation intégrale au 31/12/2018 suite au test d'impairment, soit une charge de 7 M€. Les écarts d'acquisition représentent 3% du total de l'actif.

Ces actifs incorporels sont alloués aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou à des groupes d'UGT. Ils ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Comme indiqué dans la note 5 « Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles » de l'annexe aux comptes consolidés, le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur d'utilité des UGT, déterminée selon plusieurs méthodes parmi lesquelles la méthode des discounted cash-flows (DCF), nécessitant l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations.

Nous avons considéré que l'évaluation des écarts d'acquisition constituait un point clé de notre audit, compte tenu de l'importance de ces actifs dans le bilan consolidé du Groupe et de la sensibilité de leur valeur d'utilité aux variations de données et hypothèses, en particulier concernant les prévisions de flux de trésorerie, les taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme utilisés.

• Notre réponse

Nous avons examiné la conformité aux normes comptables en vigueur de la méthode mise en œuvre par la direction. Nous avons également examiné les modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur réalisés par le Groupe et avons obtenus les plans prévisionnels de la direction avec l'assistance de ses conseils, ainsi que les tests de dépréciation de chacun des secteurs. Sur la base de ces informations, nous avons réalisé les procédures suivantes :

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses clés retenues pour :

- les perspectives d'activité établies par la direction avec l'assistance de ses conseils ;
- le taux de croissance à long terme.

Nous avons apprécié, avec l'aide de nos experts en évaluation, les taux d'actualisation retenus.

Nous avons également procédé par sondages au contrôle arithmétique des évaluations retenues par la société.

Nous avons enfin procédé à des analyses de sensibilité aux hypothèses clés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225- 102-1 du code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant. »

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 7 Mai 2019

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton

Vachon et Associés

Membre français de Grant Thornton International

Christophe Bonte

Associé

Denis Morael

Associé